United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women

Peacebuilding
Sustaining Peace

Une Consolidation de la Paix Sensible au Genre

Atelier sur l'Apprentissage et les Stratégies en Afrique de l'Ouest et du Centre

Hôtel Fleur de Lys Plateau, Salle Madiba
Dakar, Sénégal
Du 7 au 9 Juin 2016

Rapport d'atelier

Préparé par Nicola Popovic
Juillet 2016

Table des matières

Résumé exécutif

1. **Introduction**
2. **Définition de la consolidation de la paix sensible au genre dans la région**
3. **Points communs et différences à travers la région**
4. **Points clés retenus concernant le suivi et l'évaluation de la consolidation de la paix sensible au genre**
5. **Recommandations et voies à suivre**

ANNEXES

Résumé Exécutif

Au cours des dernières décennies, la quasi-totalité des pays ouest africains ont tous été directement ou indirectement affectés par les conflits armés, la radicalisation, les troubles et les crises civiles. Les femmes de la région ont joué un rôle tangible et prépondérant dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits, alors qu'elles subissaient en même temps les différents effets néfastes de la violence, des déplacements et de l'insécurité économique. L'inclusion d'une perspective genre dans les efforts de consolidation de la paix est également décisive dans la prévention des conflits et le rétablissement de la paix.

L'atelier de Dakar, organisé conjointement en juin 2016 par ONU Femmes et le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix des Nations Unies, visait à partager et à renforcer les connaissances portant sur la question de la consolidation de la paix sensible au genre. Il a offert un espace d'apprentissage et d'échange Sud-Sud, qui a su capitaliser sur les nombreuses pratiques conçues en la matière et dans la région par les représentants de plus de 10 pays qui ont eu à exposer tour à tour des études de cas spécifiques aux pays. En outre, des outils et méthodes de conception, de suivi et d'évaluation des programmes de consolidation de la paix qui prennent en compte la dimension genre, ont été présentées et étoffées lors des travaux de groupes qui ont transcendé les frontières nationales.

Lors des présentations et discussions, il est apparu clairement que presque tous les pays de la région étaient directement ou indirectement affligés par les conflits armés, les crises et la récession économique. La pauvreté et le manque d'accès à des opportunités économiques égales exacerbent l'insécurité qui, à son tour, peut mener à la violence. Afin de répondre aux défis communs qui se posent dans la région, l'obligation des acteurs nationaux à rendre compte et l'accès à la justice doivent être accrus. Les pays de l'Afrique de l'ouest ont besoin de plus de ressources et de capacités entièrement dédiées à la mise en œuvre efficiente des principes qui sous-tendent la consolidation de la paix sensible au genre.

Seule une collaboration étroite entre tous les acteurs de la région pourrait apporter une panacée aux défis et menaces sécuritaires en question. Selon les délégations présentes, les bonnes pratiques et les leçons tirées devraient être échangées de manière plus systématique et régulière, afin d'instaurer un mécanisme permanent de préparation, d'anticipation, de prévention et d'intervention lors des conflits armés et aux autres crises humanitaires. Faire face aux problématiques transfrontalières requiert un dialogue multilatéral qui identifie les solutions stratégiques et mutuellement bénéfiques pour lever les obstacles communs à une paix durable, et qui s'attaque aux causes profondes des conflits qui naissent au sein des sociétés ouest-africaines.

1. Introduction et objectifs de l'atelier

Les dimensions sexo-spécifiques des conflits armés ont été largement reconnues et corroborées par une documentation portant sur les incidences de violence sexiste et sexuelle spécifiques, les rôles sexués qui changent et qui sont renforcés dans le milieu militaire, et les différents besoins, perspectives et points d'entrée pendant et après les conflits armés. Dans le but de soutenir l'inclusion d'une perspective genre plus efficace dans les initiatives de consolidation de la paix dans la région ouest-africaine, ONU Femmes et le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (BACP), ont organisé du 7 au 9 Juin 2016 à Dakar, au Sénégal, un atelier sur l'apprentissage et les stratégies portant sur la consolidation de la paix sensible au genre en Afrique centrale et occidentale.

L'objectif principal de l'atelier était de partager et d'élargir la base de connaissances relatives aux interventions de consolidation de la paix sensible au genre. Avec le soutien des bureaux nationaux d'ONU Femmes et des acteurs internationaux, l'atelier visait également à accroître la capacité des gouvernements de la région et celle des partenaires de la société civile. Le but de cet échange de connaissances était de soutenir l'intégration de la dimension genre dans l'analyse de la paix et des conflits, mais aussi dans le cycle de programmation[1] de la consolidation de la paix et dans les cadres de suivi et d'évaluation existants, en mettant un accent particulier sur l'opérationnalisation des Plan d'Action en Sept Points du Secrétaire Général des Nations Unies, conçus pour la mise en œuvre d'une consolidation de la paix sensible au genre[2]. En réunissant plus de 10 représentants de pays qui ont eu à présenter des études de cas qui leur sont spécifiques, l'atelier a été une vitrine d'apprentissage et d'échange Sud-Sud. En outre, des outils et méthodes de conception, de suivi et d'évaluation des programmes de consolidation de la paix qui intègrent la dimension genre, ont été présentées et étoffées lors des travaux de groupes qui sont allés au-delà des frontières nationales. Des cadres de résultats et de suivi sur le genre et la consolidation de la paix ainsi que des théories spécifiques du changement ont été passées en revue et débattues.

Des parties prenantes représentant les gouvernements nationaux, la société civile et les bureaux d'ONU Femmes provenant de 10 pays différents de la région (Cameroun, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée

[1] Pour plus de détails concernant le suivi et l'évaluation du cycle de programmation de la consolidation de la paix, veuillez s'il vous plait consulter le site internet du Fonds pour la consolidation de la paix : http://www.unpbf.org/application-guidelines/7-monitoring-and-evaluation-me-reflective-peacebuilding/

[2] Nations Unies. *Les 7 points du plan d'action.* Rapport du Secrétaire général sur la participation des femmes à la consolidation de la paix (A/65/354–S/2010/466). New York: 2010 http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/seven_point_action_plan.pdf

Conakry, Libéria, Mali, Niger, Sénégal et Sierra Leone) ont été invitées à faire connaitre à l'audience leur contexte national et à présenter leur initiative respective de consolidation de la paix. Grâce à des tables rondes mises en place selon les études de cas, des similitudes et des différences ont été identifiées et des priorités dégagées. Sur la base des priorités retenues, les parties prenantes ont élaboré des indicateurs appropriés, des théories du changement et des réalisations clés. De manière conjointe, elles ont également discuté de la manière dont ces dispositions de suivi et d'évaluation s'intègrent dans les cadres de suivi et d'évaluation déjà en place au niveau national, et comment elles pourraient accroitre l'efficacité de la consolidation de la paix sensible au genre dans la région.

1. Définition de la consolidation de la paix sensible dans la région

A titre de référence, l'atelier s'est appuyé sur les politiques et dispositions internationales, ainsi que sur les informations contextuelles et les présentations pour poser le débat. Le cadre normatif et conceptuel en vigueur intègre la consolidation de la paix sensible au genre dans bon nombre de lignes directrices, normes et dispositions spécifiques. Ces dernières incluent entre autres la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) (1979), les résolutions actuelles du Conseil de Sécurité des Nations Unies (RCSNU 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013), 2122 (2013), 2242 (2015), 2250 (2015), 2272 (2015)), et le Plan d'Action en sept Points (7PAP) formulé en 2010[3], suite au rapport du Secrétaire Général des Nations Unies. Ce plan exige que 15% des dépenses allouées à la consolidation de la paix par les Nations Unies soient consacrées à l'égalité des sexes.

Tel que le démontrent les résultats obtenus par le marqueur d'égalité hommes-femmes, l'atteinte de cet objectif financier demeure un défi. D'autres enjeux tels que la satisfaction des besoins spécifiques de la jeunesse, le développement des capacités nécessaires à tous les niveaux de l'ossature de la consolidation de la paix, l'absence des femmes au niveau des instances décisionnelles, ainsi que le manque d'engagements en matière de financement constituent des barrières majeures à l'échelle mondiale, qui empêchent de trouver des solutions adéquates aux questions relatives à une consolidation de la paix sensible au genre.[4]

Au cours des dernières décennies, presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest ont été touchés par les conflits armés, la radicalisation, les troubles et les crises civiles. Le nombre croissant d'actes d'extrémisme violent ont fini de compromettre la paix et le

[3] Nations Unies. *Plan d'action en 7 Points*. Rapport du Secrétaire Général sur la participation des femmes à la consolidation de la paix (A/65/354–S/2010/466). New York : 2010

[4] Présentation faite par Sarah Douglas, Conseillère en politique d'ONU Femmes et du Bureau des Nations Unies pour l'Appui à la Consolidation de la Paix. Dakar: 7 juin 2016.

développement dans la région. Telles que l'ont souligné les allocutions d'ouvertures[5] prononcées à l'entame de l'atelier, les femmes de la région ont joué un rôle tangible et prépondérant dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits, alors qu'elles subissaient en même temps les effets néfastes de la violence, des déplacements et de l'insécurité économique. Les acteurs internationaux et régionaux ainsi que les représentants du gouvernement[6] sénégalais ont mis en évidence que nonobstant le fait que les femmes aient été fortement affectées par les conflits armés, elles ont tout de même réussi à jouer leur rôle d'actrices incontournables dans les efforts de consolidation de la paix dans la région.

Emmanuel Bombande, Assistant spécial du Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), a observé que dans un contexte de chômage et d'inégalités sociales et économiques accrues, les jeunes peuvent être particulièrement vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Des principes et valeurs religieuses ont été exploitées à des fins violentes à travers et au-delà de la région. Il a également déclaré que l'instabilité politique qui découle des élections violentes, les réformes constitutionnelles, les conflits et la corruption contribuent à un sentiment d'insécurité et de menace imminente qui poussent les gens, en particulier les jeunes, à intégrer des groupes d'extrémistes violents.

Aborder les questions transfrontalières telles que les flux migratoires, l'extrémisme violent et le commerce illicite frontalier en Afrique de l'Ouest nécessite une collaboration régionale plus solide. Les problématiques telles que les armes légères et de petit calibre, le changement climatique, l'extrémisme religieux et les inégalités économiques en particulier requièrent une réponse régionale plus stratégique et en synergie. M. Bombande a exhorté les organisations régionales et sous régionales à collaborer de manière plus efficace autour des initiatives de prévention des conflits et de consolidation de la paix pour faire face à ces défis. Afin de créer une force responsable de gouvernance, les efforts déployés doivent s'appuyer sur l'architecture de la paix actuellement en place pour instaurer une culture de la paix durable dans la région, a-t-il conclu.

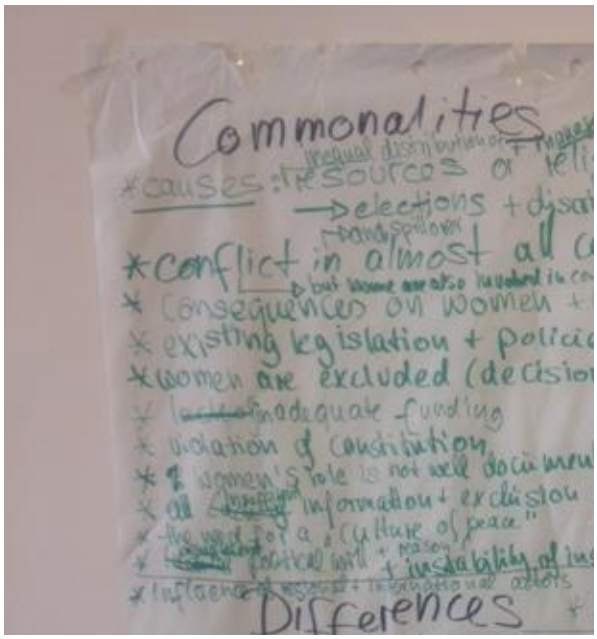
Au cours de l'atelier, les parties prenantes issues du gouvernement, celles de la société civile et des organisations internationales et régionales ont eu l'occasion de présenter en détail des exemples d'initiatives de consolidation de la paix sensible au

[5] Mr. Axel de Ville, Directeur Régional Adjoint d'ONU Femmes ; Tammy Smith, Responsable, Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix ; Mr. Awudu Ahmed Gumah, Directeur du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG); Mme Mareme Diao, Commissaire de police, Commissariat d'Arrondissement de Dieuppeul, Ministère de l'Intérieur; Mme Oumou Khary Niang, Conseillère Technique au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Gouvernement du Sénégal.

[6] Mme Oumou Khary Niang, Conseillère Technique au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, représentante de Mme Mariama Sarr, Ministre de la Femme, de la Famille, et de l'Enfance, Gouvernement du Sénégal.

genre mises en œuvre dans leurs pays respectifs, et de relier les questions nationales au contexte régional (voir annexe). Elles ont ensuite identifié les points communs et les différences entre les pays de la région pour avoir une idée plus claire des questions régionales et nationales liées à la consolidation de la paix sensible au genre.

2. Points communs et différences à travers la région



Après l'ouverture officielle et les exposés préliminaires, chaque délégation a présenté une étude cas menée dans son propre pays (voir annexe IV pour un résumé des cas d'étude par pays). Les études de cas ont été guidées par des questions précises, partagées à l'avance avec les parties prenantes, et concernant les initiatives de genre et de consolidation de la paix réalisées dans chaque pays (voir annexe III). Sur la base de ces présentations spécifiques aux pays, des ressemblances et des divergences été identifiées au cours d'une discussion ouverte tenue en présence de toutes les délégations.

⇨ Tous les pays de la région sont directement ou indirectement touchés par les conflits armés

Au cours des présentations d'études de cas des différents pays, il est apparu clairement que presque tous les pays de la région ont été au moins une fois confrontés à des situations de conflits armés et de troubles civils au cours des dernières décennies. Les participants ont identifié les conflits violents comme étant l'un des dénominateurs communs qui alimentent le développement humain instable et inégal qui prévaut dans la région, et qui provoquent à la longue une rechute dans les conflits armés et la violence, tel un cercle vicieux. De nombreux pays de la région ont également été frappés par la récente crise d'Ebola, la violence extrémiste actuelle et les attaques terroristes qui accentuent la situation d'instabilité qui règne dans la région.

En raison de ces crises, les femmes et la jeunesse sont particulièrement affectées et vulnérables à la pauvreté et à la violence, et elles demeurent en même

temps largement exclues des processus politiques et de prise de décision. De l'avis des parties prenantes à l'atelier, malgré tous les obstacles, les femmes sont restées de véritables actrices indispensables à la consolidation de la paix et militantes des droits humains à travers la région, agissant souvent comme une force unificatrice qui transcende les frontières nationales et les clivages ethnico-religieux. Les femmes au Libéria et en Sierra Leone en sont de parfaites illustrations.

- ⇨ **La pauvreté et le manque d'opportunités économiques égales sont des facteurs qui contribuent à l'insécurité, qui, à son tour, peut réveiller des comportements violents**

La plupart des pays sont confrontés à des récessions économiques et détiennent des capacités limitées pour faire face aux crises sociales et à la violence armée de façon appropriée. Le chômage généralisé chez les jeunes et la pauvreté gangrènent la région. Les ressources qui existent sont souvent inégalement réparties, contribuant ainsi à un accès inégal aux biens et services, ce qui engendre à son tour de la frustration et des réactions violentes chez les jeunes personnes marginalisées en particulier. Les jeunes hommes et femmes sont particulièrement exclues des postes de prise de décision et des processus politiques et, en raison des inégalités grandissantes et du manque d'opportunités, cette tranche de la population devient encore plus vulnérable à l'extrémisme et à la violence.

- ⇨ **Le faible niveau de responsabilisation et d'accès à la justice en dépit d'un cadre juridique en place**

Bien qu'il y ait un cadre législatif et un engagement politique dans presque tous les pays pour mettre fin à la violence contre les femmes et contribuer à une paix durable et inclusive, les délégations ont déclaré que l'application de la loi et l'accès à la justice ne sont toujours pas en accord avec les dispositions prévues et les engagements souscrits en la matière par les différents pays de la région. Les institutions ne semblent souvent pas assez fortes pour répondre de manière idoine aux menaces sécuritaires et aux défis sociaux.

Selon les participants, la corruption et le manque de responsabilité sont les principaux facteurs qui affaiblissent les institutions publiques et minent la confiance du public à leur endroit. Le manque d'engagement et le faible niveau d'obligation des institutions gouvernementales et étatiques de rendre compte du cadre politique en place constituent les principaux défis à une consolidation de la paix intégrée dans cette région.

Les délégations ont noté le manque de sérieux et de rapidité dont les institutions gouvernementales font preuve lorsqu'il s'agit de faire face aux menaces de sécurité telles que les groupes extrémistes et les troubles civils, de même que leurs causes

structurelles, y compris les inégalités économiques et la culture de la violence dans la région. Les ressources des groupes extrémistes et le soutien qu'ils reçoivent des acteurs externes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent, semblent beaucoup plus conséquentes que les ressources que l'État a à sa disposition pour les surmonter. Les parties prenantes recommandent aux gouvernements d'assurer un suivi plus rapproché de la dynamique des conflits et de l'insécurité, de sorte à ce qu'ils puissent réagir rapidement et de la meilleure des manières aux nouvelles crises imminentes.

- ⇨ **Plus de ressources et des capacités renforcées pour une application efficiente des principes de consolidation de la paix sensible au genre**

Les gouvernements de la région devraient collaborer afin d'acquérir la capacité de déceler à l'avance et de dissoudre par anticipation les comportements et processus violents, y compris les activités transfrontalières. Les acteurs internationaux et nationaux devraient investir davantage dans la prévention des conflits, plutôt que dans les ripostes militaires une fois que les violences aient éclaté.

Les différences entre les pays de la région:

Toutefois, tous les pays de la région n'ont pas le même contexte ni la même dynamique concernant les questions de genre et de consolidation de la paix, et ils rencontrent par ailleurs différents obstacles et défis mais aussi des opportunités distinctes. La composition ethnique, religieuse et sociale spécifique à chaque pays influe également sur la façon dont la dynamique de genre et les rapports de pouvoir se déploient dans chaque contexte. Les communautés sont organisées différemment, les clans et les structures étatiques peuvent varier, la place des femmes et le rôle qu'elles jouent dans chaque société peuvent également différer. Les rôles sexo-sociaux reposent sur les différentes dynamiques culturelles qui sont souvent spécifiques au pays, ou même axées sur la communauté, et doivent donc être analysées dans le contexte particulier où elles se déroulent, pour une bonne planification des interventions de consolidation de la paix sensibles au genre.

Les cadres politiques nationaux peuvent également être différents. Tous les pays de la région n'ont pas élaboré des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 portant sur les femmes, la paix et la sécurité, et les différents niveaux de soutien international que les pays reçoivent ont un impact sur leur capacité à répondre aux défis liés à la sécurité.

Pour être efficaces, les stratégies et interventions de consolidation de la paix doivent impérativement prendre en compte ces différences et caractéristiques particulières. Les efforts dédiés à une consolidation de la paix durable ont certes des points communs à travers la région, mais ils comportent également des activités et des réalisations spécifiques à chaque pays.

Tout au long des discours d'ouverture, ainsi que lors des présentations des cas d'études des différents pays, il est apparu évident que les défis identifiés et les menaces de sécurité ne peuvent être résolues que par une collaboration étroite entre tous les acteurs de la région. Les participants ont suggéré que les bonnes pratiques et les leçons tirées soient échangées de manière plus systématique et régulière, afin d'instaurer un mécanisme permanent de préparation, d'anticipation, de prévention et d'intervention lors des conflits armés et aux autres crises humanitaires. Des priorités stratégiques régionales et nationales associées à des cadres de suivi et d'évaluation réalistes qui assurent le lien entre les différentes initiatives, les acteurs et les cadres pourraient aider à résoudre ces problèmes.

3. Points clés retenus concernant le suivi et l'évaluation de la consolidation de la paix sensible au genre

Dans l'ensemble, cet atelier s'est avéré être une plateforme décisive pour l'échange et le dialogue entre les acteurs de la région qui travaillent tous autour de la consolidation de la paix sensible au genre, et qui conçoivent, mettent en œuvre ou assurent le suivi des cadres politiques relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité. Concernant la collaboration et la liaison entre ces différents cadres en particulier, des ateliers et réunions similaires pourraient certainement contribuer à rendre la consolidation de la paix et la prévention des conflits plus efficaces et plus sensibles au genre.

Afin de cibler, planifier et d'assurer le suivi des activités qui répondent spécifiquement aux principaux défis et menaces à la sécurité dans la région, les parties prenantes ont pu identifier les priorités stratégiques. Ces dernières décrivent une vaste zone conceptuelle de travail qui a été identifiée grâce une analyse sexo-spécifique des conflits[7]. Les participants ont ensuite sélectionné des priorités spécifiques dans chaque groupe de travail, et ont discuté des conditions qui ont une influence sur les progrès qui mènent au changement souhaité dans chaque contexte. L'adoption des questions transfrontalières a été encouragée dans le but de stimuler la collaboration et les échanges entre les pays voisins représentés dans la salle.

A partir des priorités stratégiques dégagées, il a été demandé à chaque groupe de travail d'élaborer une réalisation qui traduit la priorité stratégique en un résultat attendu selon le contexte (par exemple : « La population locale est convaincue que les acteurs étatiques garantissent la sécurité »). Sur la base de ces réalisations, les parties prenantes ont établi d'autres conditions supplémentaires nécessaires à l'atteinte desdites réalisations. Les groupes de travail ont formulé des théories

[7] Présentation faite par Tammy Smith, Responsable chargée du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, sur « le suivi et l'évaluation des chaines de résultats et des théories du changement ». Dakar: 7 juin 2016.

spécifiques du changement qui établissent les bonnes hypothèses et conditions nécessaires à l'obtention de la réalisation escomptée (par exemple : «Si les acteurs de la sécurité assurent la sécurité de manière assez équitable, alors la population sera moins vulnérable et moins susceptible de solliciter la protection des acteurs non étatiques»). En conséquence, les délégations étaient ensuite en mesure d'identifier les éléments de suivi et d'évaluation nécessaires suivant les priorités qu'elles jugeaient les plus pertinentes au sein de leurs groupes de travail bilatéraux.

Par la suite, des indicateurs quantitatifs et qualitatifs ont été énoncés pour mesurer les progrès vers l'atteinte de la réalisation prévue. Les personnes présentes ont également discuté des données nécessaires au suivi et à l'évaluation des efforts déployés par les différents programmes. Une base de référence et une cible ont été également définies pour appuyer la définition de l'indicateur et la sélection des moyens spécifiques de mesure. Avec le soutien de Tammy Smith, responsable chargée du Fonds pour la consolidation de la paix, toutes les présentations des groupes ont étaient passées en revue et ont fait l'objet de commentaires émis par des pairs et spécifiquement formulés sous l'angle du suivi et de l'évaluation.

Au niveau de la programmation nationale, l'analyse des conflits sous une perspective genre peut constituer une base solide pour la planification et l'exécution des programmes à venir. Une telle analyse peut également être d'une grande utilité dans la dernière phase du cycle des programmes[8]. Il sera nécessaire de créer des liens entre ces outils et mécanismes nationaux de suivi et d'évaluation et les programmes et projets connexes afin d'éviter les chevauchements et les lacunes. Le cycle de programme présenté par les animateurs de l'atelier est un processus avec différentes étapes et outils que les parties prenantes ont exploité comme étant des exemples concrets dans leur groupe de travail.

4. Recommandations et voies à suivre

Cet atelier sur la consolidation de la paix sensible au genre pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a réuni des délégations représentant les gouvernements, la société civile et les acteurs internationaux travaillant dans plus de 10 pays différents dans la région. Les parties prenantes ont d'abord présenté leurs contextes nationaux concernant les questions de genre et de consolidation de la paix, puis elles ont ensuite identifié des similitudes/différences et dégagé des priorités stratégiques. Sur la base de cette analyse et des priorités stratégiques, des réalisations et des indicateurs ont été identifiés et ont mené à une discussion sur la façon dont les cadres de suivi et d'évaluation nationaux et internationaux peuvent accroître leur

[8] Présentation faite par Tatyana Jiteneva, Experte en politiques à ONU Femmes, portant sur le « Suivi et l'évaluation sur le plan national ». Dakar: 7 juin 2016.

capacité à répondre efficacement aux besoins et à saisir les possibilités pour une consolidation de la paix sensible au genre dans la région.

Il est devenu évident qu'au-delà des différences géographiques, culturelles, ethniques et religieuses, les pays de la région partagent les mêmes problèmes socio-économiques et les relations de pouvoir qui entretiennent la violence et les conflits armés. Dès lors, la création d'une étroite collaboration et coordination entre les acteurs internes et externes aux frontières nationales s'avère primordiale pour surmonter les nombreux défis et saisir les bonnes opportunités. Les questions transfrontalières nécessitent en particulier un dialogue multilatéral pour identifier des solutions stratégiques et mutuellement bénéfiques afin de faire face aux obstacles communs qui menacent la paix durable dans la région. Ledit dialogue multipartite s'attaquera également aux causes structurelles des conflits qui éclatent dans les sociétés ouest-africaines, y compris les inégalités économiques, la corruption et l'accès inégal aux ressources et à la justice.

En outre, un niveau plus élevé de l'obligation des acteurs gouvernementaux et des institutions publiques de rendre compte et la traduction en action de l'engagement souscrit au niveau international nécessitent un suivi et une évaluation solides et efficaces qui reposent sur des initiatives, des outils, des cadres existants et sur une analyse sexo-spécifique des conflits.

L'analyse, la planification, la programmation et l'évaluation doivent être harmonisées. L'idéal serait que les politiques en vigueur, les outils et les cadres de références, tels que les plans d'action nationaux portant sur la résolution 1325, les plans prioritaires de consolidation de la paix, les cadres de développement des Nations Unies, les projets et les programmes spécifiques autour de la consolidation de la paix sensible au genre soient stratégiquement connectés et reliés entre eux. Cette collaboration devra inclure le gouvernement national, les organisations de la société civile et les acteurs internationaux dont les donateurs. Une telle coopération impliquerait une large gamme de parties prenantes et réunirait des priorités motivées par des intérêts qui devront être mitigées.

ANNEXES:
Annexe I: Programme

	Mardi	Mercredi	Jeudi
9h00-10h30	**Ouverture officielle et présentations** *Les représentants du gouvernement,* *Les représentants d'ONU Femmes et du Bureau d'Appui à la consolidation de la paix (BACP),* *Présidente : Nikola Popovic (Consultante)*	***Récapitulatif concernant les points communs et les différences entre les cas d'étude*** *Travail de groupe* *Présidente : Nikola Popovic (Consultante)*	**Comprendre les dynamiques régionales pour une meilleure planification nationale** *Tammy Smith (BACP)* *Tatyana Jiteneva (ONU Femmes)*
10h30-11h00	Pause	Pause	Pause
11h00-12h30	**Consolidation de la paix dans la région : Architecture et approches** *Dr. Emmanuel Bombande (UNOWAS),* *Sarah Douglas (ONU Femmes),* *Présidente : Comfort Lamptey (ONU Femmes)*	**Etudes de cas : Point communs et différences** *Jebbeh Forster (ONU Femmes),* *Scholastique Ntirampeba (ONU Femmes)*	**Comprendre les dynamiques régionales pour une meilleure planification nationale** *Tammy Smith (BACP)* *Tatyana Jiteneva (ONU Femmes)*
12h30-13h45	Déjeuner	Déjeuner **Photo de groupe**	Déjeuner
13h45-15h30	**Exposés sur les bonnes pratiques de la région du fleuve Mano et du Cameroun** *Parties prenantes : Cote D'Ivoire, Liberia, Sénégal, Cameroun*	**Des priorités stratégiques à l'action** *Groupe de travail* *Tammy Smith (BACP)*	**S & E et établissement des rapports portant sur la consolidation de la paix sensible au genre** *Tammy Smith (BACP)* *Tatyana Jiteneva (ONU Femmes)*
15h30-16h00	Pause	Pause	Pause
16h00-17h30	**Exposés sur les bonnes pratiques de la région du Sahel et de la République centrafricaine** *Parties prenantes : Mali, Niger, Guinée Bissau, Guinée Conakry, République centrafricaine*	***Des priorités stratégiques à l'action*** *Groupe de travail* *Tammy Smith (BACP)*	**Etapes suivantes, voies à suivre et évaluations** *Tolulope Lewis Tamoka (ONU Femmes)*
18h30-20h00		**Réception**	

ANNEXE II:

Une consolidation de la paix sensible au genre
Atelier sur l'apprentissage et les stratégies en Afrique de l'Ouest et du Centre
Dakar, Sénégal
7-9 Juin 2016

Questions d'orientation pour les présentations des pays

Pensez à une intervention de consolidation de la paix réalisée dans votre pays. Menez une réflexion critique concernant la prise en compte de la dimension genre en répondant aux questions suivantes. Rappelez-vous : il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Ceci est un exercice d'apprentissage à travers lequel nous échangerons à propos des expériences provenant des contextes et des différents pays des parties prenantes à cet atelier.

Historique et Contexte • Quel était le contexte national, l'environnement politique et le contexte institutionnel de l'intervention? • Quel était le défi ou le problème que l'intervention tentait de résoudre?
Partenaires • Qui étaient les principaux partenaires et comment ont-ils été identifiés? • Quel est l'apport de chaque partie prenante dans le processus? • Y-avait-il des différences qui devaient être gérées au niveau des partenaires?
Résultats escomptés • Quels étaient les résultats prévus ou les changements escomptés?
Résultats obtenus • Les résultats obtenus étaient-ils différents des résultats initialement prévus? • Y-avait-il un quelconque impact ou changement inattendu?
Défis et obstacles • Quels étaient les défis rencontrés lors de la mise en place des interventions? • S'agissait-il d'obstacles politiques, opérationnels, liés à la coordination, etc.? • Comment avez-vous, vous et vos partenaires relevé ces défis?
Bonnes pratiques • Quelles étaient les bonnes pratiques, et qu'est ce qui en a fait de bonnes pratiques? • Comment les bonnes pratiques ont-elles été documentées et disséminées?
Les leçons apprises pour la mise en œuvre de futurs programmes • D'une perspective politique et programmatique, quelles sont les leçons tirées pour de futures interventions dans ce domaine? • Quelles sont les conditions préalables qui sont nécessaires pour garantir que notre travail sur la gouvernance soit efficace et durable?

Annexe III : Les études de cas des Pays basées sur les présentations des parties prenantes à l'atelier

(Par ordre alphabétique)

Le Burundi :

Le Burundi est situé en Afrique centrale et son étude de cas a été présentée par un collègue d'ONU Femmes pour une analyse comparative du contexte en dehors de l'Afrique de l'Ouest. En considérant que le Burundi est un pays sortant d'un conflit armé, plusieurs initiatives ont été entreprises pour promouvoir l'équilibre entre les sexes au niveau des postes de prise de décisions et pour prévenir et répondre aux effets des conflits armés, en particulier pendant les élections. Plus de 530 médiatrices ont été soutenues dans plus de 100 communautés. Malgré toutes les initiatives positives réalisées dans le pays, la situation des personnes déplacées reste encore alarmante, avec plus de 250.000 réfugiés durant ces dernières années.

Le Cameroun :

La République du Cameroun a obtenu son indépendance en 1960 sous la présidence de l'ancien président Ahmadou Ahidjo. Le pays possède près de 2000 langues différentes et est le foyer de cultures très diverses. Il n'a actuellement aucun plan d'action national adopté pour la mise en œuvre de la résolution 1325 et ne reçoit aucun soutien financier émanant du Fonds pour la consolidation de la paix. Néanmoins, le gouvernement a initié une série d'actions visant à inclure de manière plus active les femmes dans les processus de prise de décision. Celles-ci comprennent des stratégies et des programmes mis en place pour la promotion des droits des femmes, l'égalité des sexes et la pleine participation des femmes dans le développement du pays. À ce jour, 20 femmes sont devenues sénatrices et 10 femmes ont été nommées ministres. Par ailleurs, le Cameroun a signé et ratifié les engagements souscrits au niveau international, tels que la CEDEF et ses protocoles additionnels, la Déclaration de Beijing, la Déclaration de Maputo, et la Déclaration d'Addis-Abeba.

La République centrafricaine:

La République centrafricaine a été affectée par les conflits armés, l'insécurité politique et les flux de réfugiés, aussi bien au niveau national que pour des raisons de troubles que traversent les pays avoisinants. Les défis transfrontaliers engendrés par les conflits armés dont sont victimes les pays voisins tels que le Soudan, la République démocratique du Congo et le Tchad pèsent sur les efforts de réconciliation nationale et de résolution des conflits. Plusieurs villes sont jusqu'à présent toujours sous le contrôle des milices armées et des millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de soutien. Comme les rapports du Ministère des affaires sociales et de la réconciliation nationale l'indiquent, il y a eu environ 600 cas de violence sexuelle contre les femmes et les filles. Près de 30% des infrastructures sociales et plus de 20.000 bâtiments ont été détruits. Avec le soutien des acteurs

internationaux et régionaux tels que la CEEAC, l'UA, l'UE, l'ONU et les ONG nationales et internationales, des efforts considérables de consolidation de la paix ont été déployés. Les chefs religieux peuvent jouer un rôle fondamental à l'échelle nationale. Tout récemment, le pape de l'Eglise catholique a visité le pays et a impliqué activement les communautés musulmanes lors de sa visite, ce qui a stimulé l'unité nationale pour la paix. De surcroît, le ministère des affaires sociales et de la réconciliation nationale a apporté la confirmation que les femmes étaient au cœur de la réconciliation nationale. Avec le soutien d'ONU Femmes, le parlement de la transition a élu une femme en vue de rétablir la paix, et dorénavant, les femmes sont de plus en plus impliquées dans les processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix à travers tout le pays.

La Côte d'Ivoire :

Pendant plus d'une décennie, le pays a connu des conflits armés et des troubles civils dans un contexte politique difficile. Les femmes ont été particulièrement touchées par les déplacements, la violence sexuelle et la pauvreté. En 2015, lors des joutes électorales, la violence armée a continué et a bloqué les travaux de la commission électorale indépendante. Avec des cycles électoraux qui se succèdent, la peur et les préoccupations concernant la situation sécuritaire dans le pays demeurent. En adoptant une approche genre, les femmes ont fait des efforts significatifs pour sensibiliser et travailler autour des questions portant sur la consolidation de la paix. Ceux-ci comprennent le passage des candidats aux élections à la radio nationale et la diffusion de leurs programmes à travers ladite radio. Cependant, les capacités des femmes doivent être renforcées, en particulier celles des femmes rurales, et notamment dans des domaines tels que le leadership et la prise de décision. Même si d'immenses efforts ont été réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 1325, de nouvelles sessions de formations et de renforcement des capacités sont nécessaires afin d'impulser une plus grande considération et un intérêt plus poussé pour les questions relatives à une consolidation de la paix sensible au genre dans la région.

L'Afrique orientale et Centrale :

Un bref aperçu de la région d'Afrique orientale et centrale a été donné pour compléter les études de cas des pays de la région ouest africaine et partager les bonnes pratiques. Les habitants de l'Est et de la Corne de l'Afrique ont connu différents types d'insécurité : celle basée sur l'ethnie, ou encore sur les ressources ou la région. Des efforts ont été déployés pour intégrer la dimension genre dans certains accords de paix tels que celui du Soudan. Au Soudan du Sud plus de 500 femmes ont participé à la Conférence des Femmes pour la Paix Nationale tenue en Mai 2016. Toutefois, des défis communs tels que le manque de ressources, de volonté politique, de données et de capacités, associé à l'insécurité aussi bien pour les hommes que les femmes, restent toujours sans solution viable.

La Guinée Bissau:
La Guinée-Bissau a été longtemps politiquement instable et elle continue à faire face à une situation sociale fragile qui maintient le pays dans une situation de dépendance à l'aide internationale. Néanmoins, la Guinée-Bissau a mis en branle d'importants efforts pour inclure une perspective genre dans les initiatives nationales de consolidation de la paix. Le pays est signataire de diverses conventions et engagements internationaux (tels que le Protocole de Maputo) qui traitent des droits de la femme et de consolidation de la paix. En plus de cela, des réformes du secteur judiciaire et de la sécurité telles que l'approbation de la loi contre les mutilations et la réforme du code foncier s'imposent pour accompagner les changements qui ont été déjà entamés. Les inégalités entre les hommes et les femmes sont particulièrement visibles au regard de leur présence respective dans les instances décisionnelles et dans le domaine politique et institutionnel. Même si près de six femmes ont été élues ministres dans les cycles législatifs antérieurs, le nombre a diminué aujourd'hui jusqu'à ce qu'il y ait seulement une femme qui occupe un poste ministériel. Bien que plusieurs programmes de formation et initiatives de renforcement des capacités comportent des volets genre et consolidation de la paix, et que des cases de la paix aient été érigées, les militantes et groupements de femmes ont encore besoin d'un appui plus soutenu.

La Guinée Conakry:
La Guinée Conakry est un pays de l'Afrique de l'Ouest avec une majorité de musulmans et 24 groupes ethniques. La discrimination à l'égard des femmes, ainsi que les violences sexuelles perpétrées sur des femmes et des jeunes filles, dont certaines n'ont que 7 ans, font partie des principaux obstacles à l'égalité des sexes. Même si le pays dispose de plusieurs nouvelles institutions gouvernementales telles que la Commission électorale indépendante, l'Institut National pour les droits humains, et le médiateur national, le secteur public n'est pas totalement en mesure de faire pleinement face aux défis sécuritaires liés au genre dans le pays. Le soutien apporté aux victimes de violences sexuelles demeure encore insuffisant. Le personnel de santé n'est pas suffisamment formé pour aider de manière idoine les femmes victimes de violence sexuelle. Des réformes politiques et sociales sont nécessaires pour parvenir à une représentation politique et sociale égale des hommes et des femmes et garantir l'égalité d'accès à la santé, l'éducation et la justice.

Le Libéria :
Suite à des décennies de conflit armé, le Libéria a mis en place plusieurs réformes et actions politiques visant à inclure une dimension genre dans les initiatives nationales de consolidation de la paix. Les femmes au Libéria ont apporté une contribution inestimable à la restauration de la paix au lendemain des conflits armés. Les femmes du Liberia Mass Action for Peace et celle du Réseau des Femmes du Fleuve Mano

par exemple ont mobilisé des centaines de femmes catholiques et musulmanes qui se sont levées pour la paix et la résolution des conflits. Elles sont allées en Sierra Leone et à Accra pour surveiller, suivre de près les négociations de paix et réclamer des cessez-le-feu sans condition. Malgré la force du mouvement d'action des femmes dans le pays, les obstacles (tels que l'accès inégal à l'éducation, la violence sexuelle/sexiste et la pauvreté) à la pleine et égale participation des femmes dans la sphère politique et sociale demeurent. L'insuffisance des ressources financières reste un défi, empêchant ainsi aux femmes de participer pleinement au discours social/politique et aux réformes. Cependant, plusieurs occasions pour intégrer la dimension genre dans les processus de prise de décisions nationales s'annoncent à l'horizon. En effet, le plan d'action national portant sur la mise en œuvre de la résolution 1325, les prochaines échéances électorales, le plan de décentralisation, ainsi que les partenariats fructueux noués avec les groupements de femmes et les militantes pour la défense des droits des femmes constituent d'excellentes opportunités à saisir pour une prise en compte optimale des considérations sexo-spécifiques.

Le Mali :
Depuis 2013, le Mali subit les affres du coup d'Etat militaire et de la violence extrémiste. La crise humanitaire et l'occupation du nord du Mali par les djihadistes ont porté préjudice à une grande partie de la population. Les femmes sont totalement absentes des tables de négociation pour la paix, même si la justice transitionnelle et la mise en œuvre d'un accord de paix exigent leur participation. Les femmes sont touchées par la violence sexiste, la discrimination et l'exclusion. Par conséquent, une initiative interinstitutionnelle, composée du Ministère du Genre, Ministère de la Justice, le Ministère de la réconciliation nationale, la Commission de réconciliation, et de la société civile, tente de prévenir et de répondre à la violence sexiste mais également d'accroitre l'accès à la justice. Cette initiative vise à renforcer les capacités et l'accès des femmes à la justice, de même que soutenir leur autonomisation économique. En outre, des centres de promotion des femmes ont été mis en place dans tout le pays. Comme indiqué dans le plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325, des ressources financières spécifiques ont été allouées afin de promouvoir l'autonomisation des femmes. Inspiré par le plan d'action national du Libéria, le plan d'action national du Mali a été contrôlé et évalué de sorte à ce que l'accent ne soit pas uniquement porté sur la protection des femmes, mais qu'il inclut également des initiatives génératrices de revenus.

Le Niger:
Au cours des dernières années, le Niger a connu un coup d'Etat militaire et des actes d'extrémisme violent perpétrés par des groupes armés tels que Boko Haram. Avec les deux tiers de son territoire couvert par le désert, le Niger est un pays en voie de développement. Plus de la moitié des Nigériens sont âgés de moins de 15 ans. Même si les gouvernements nigériens ont fait des efforts considérables pour

construire des écoles, créer des centres de santé et améliorer les infrastructures, ils ne sont cependant pas parvenus pas à fournir des services de base à l'ensemble de la population. Avec le soutien des agences onusiennes et de la communauté internationale, le gouvernement Nigérien a tenté d'améliorer la situation et le quotidien des femmes, des hommes, des garçons et des filles, même si une coordination efficace peut encore constituer un défi. L'inclusion de leçons portant sur la culture de la paix dans les programmes scolaires, l'encadrement au niveau parlementaire, et l'instauration d'un dialogue national pour la paix sont quelques-unes des bonnes pratiques en matière de consolidation de la paix sensible au genre mises en œuvre dans le pays. Le réseau national des femmes pour la paix ne cesse de promouvoir l'inclusion d'une perspective genre dans tous les processus de consolidation de la paix et de prise de décision.

Le Sénégal:

Contrairement à ses voisins, le pays hôte de l'atelier, le Sénégal, n'est pas touché par l'extrémisme et les conflits armés, mais il fait néanmoins face à des problèmes d'inégalité et de discrimination. Les initiatives dirigées par des femmes, telles que les centres d'action pour les femmes victimes de viol et les interventions anti-mines, doivent être mises en évidence en tant qu'initiatives clés dans le pays pour répondre aux préoccupations liées à la consolidation de la paix sensible au genre. La collaboration transfrontalière entre le Sénégal et les pays comme la Gambie et la Guinée-Bissau est essentielle pour la prévention des conflits et la promotion de la paix, et en conséquence, elle doit être renforcée en s'appuyant sur les efforts déjà partagés lors du Forum international démocratique qui a réuni une diversité d'acteurs concernés. Selon les représentants du Sénégal, le dialogue permanent est particulièrement utile et important pour la prévention et la résolution des conflits. Ce dialogue doit être accompagné et contrôlé par des cadres de suivi concrets et les engagements souscrits doivent également faire l'objet d'un suivi. Des examens périodiques et des documents stratégiques pourraient soutenir de tels suivis.

La Sierra Leone:

La Sierra Leone a été marquée par des décennies de conflits armés et d'hostilités ainsi que l'épidémie d'Ebola de ces dernières années. L'inclusion des femmes dans les processus de consolidation de la paix et de prise de décision politique (Conférences Bintumani I et II) s'est avérée certes complexe mais efficace. Grâce à l'implication informelle mais continue des femmes dans les efforts de négociation de paix, deux femmes ont été invitées aux tables officielles de négociation de paix. Plusieurs partenaires et acteurs, tels que le Forum des femmes, MARWOPNET, le forum des femmes africaines enseignantes, le Congrès du travail de la Sierra Leone, et les organisations des Nations Unies, telles qu'ONU Femmes, le FNUAP et le PNUD, ont contribué à l'inclusion des femmes dans les élections présidentielles, le système de justice transitionnelle et le gouvernement. Les réseaux régionaux et la solidarité à travers les frontières ont contribué à l'implication des femmes dans les

instances de prise de décision et de consolidation de la paix en Sierra Leone, conduisant à des résultats tels que la création d'un comité national de pilotage. Même si les structures de paix et de sécurité restent fragmentées, la Sierra Leone a connu d'importantes avancées politiques avec notamment l'adoption en 2010 du plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325.

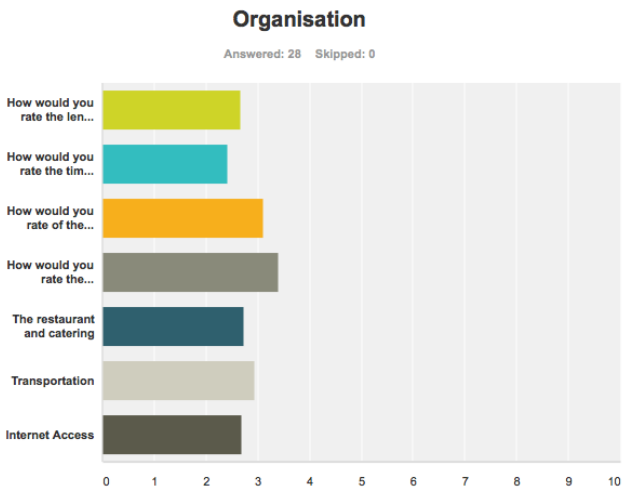
Annexe IV : Résultats de l'évaluation

A la fin de l'atelier, les parties prenantes ont été invitées à remplir un bref questionnaire mesurant leur niveau de satisfaction sur les différents aspects de l'atelier. Ce questionnaire, basé sur le modèle utilisé par le Bureau régional d'ONU Femmes lors d'ateliers similaires, a été adapté uniquement par rapport aux différences spécifiques portant sur le contenu.

Le questionnaire était composé de 23 questions et chacune d'elles était accompagnée de quatre options de notation proposées (passable, bien, très bien et excellent). Des sujets tels que la facilitation, le contenu et l'organisation de l'atelier étaient inclus dans ledit questionnaire.

Comme le montrent les notes allouées aux différents éléments portés à l'appréciation des parties prenantes, le contenu et la clarté des présentations ont été évaluées comme étant très bien. La facilitation a été jugée légèrement au-dessus de la note « très bien » (note moyenne de 3,18 sur un total de 4). Par ailleurs, l'atelier a été évalué comme étant très pertinent (3,25) au vu de l'importance des thématiques abordées.

Après que toutes les sessions aient été jugées importantes et de bonne qualité, les personnes présentes ont particulièrement apprécié et beaucoup appris du travail de groupe. L'introduction régionale au contexte, ainsi que les études de cas spécifiques des pays ont été grandement appréciées (3,25). Les documents et la lecture de fond ont été considérés comme étant de bonne qualité (note moyenne de 2,65) et accompagnés d'un haut niveau d'organisation. Les délégations ont également évalué le service et l'équipement de l'hôtel comme étant très bien et adaptés.



Les parties prenantes étaient également satisfaites de la méthodologie interactive adoptée pendant l'atelier. L'engagement et les discussions ont été particulièrement appréciées. Dans les commentaires qualitatifs, les personnes présentes ont mentionné à plusieurs reprises des discussions qui les ont inspirées et des échanges fructueux entre elles. Les délégations ont surtout bien saisi l'occasion qui leur était offerte pour apprendre les uns des autres, présenter leurs propres expériences/bonnes pratiques et exprimer leurs préoccupations. Certaines parties concernées ont suggéré d'améliorer la fourniture des services de traduction et d'élargir l'éventail des langues proposées (au Portugais), mais aussi de réserver plus de temps aux activités interactives et discussions. Enfin, un programme touristique à dérouler en dehors des activités de l'atelier a été également proposé.